

SOMMAIRE

Page 1

BTP : 2,3 Md€ en vue.
Pour une reprise coordonnée.
Les bailleurs sociaux mobilisés.
Le CD.76 avec les communes.

Page 2

Le rapport de la CRC.
Le confinement des Normands.
Hervé Morin : sauver PN ?

Page 3

En têtes.
Les investissements.

Les bailleurs sociaux mobilisés.

Près de 500 000 Normands vivent dans un logement locatif social. Face au COVID, les organismes HLM se sont mobilisés : maintien du service de proximité, soutien aux personnes isolées, mise à disposition de logements pour les soignants et les sans-abris.

- L'UHS de Normandie indique qu'une attention particulière est apportée aux plus fragiles sous la forme, par exemple, d'un contact téléphonique régulier avec les locataires les plus vulnérables ou les seniors isolés. Les équipes cherchent aussi à repérer les situations de détresse.

A noter : d'une manière générale, la situation est plutôt calme et maîtrisée en terme d'ordre public dans les grands ensembles.

60% des chantiers relancés.

Le préfet Durand a rencontré les bailleurs sociaux de Seine-Maritime le 23 avril. Ils ont fait le point sur le redémarrage des chantiers. La situation évolue favorablement : plus de 60% des chantiers seront relancés au plus tard début mai.

- Les bailleurs ont également indiqué qu'ils préparent leurs investissements des deux années à venir. Situation comparable dans les autres départements.

BTP : 2,3 Md€ en vue...

• Pour une reprise coordonnée.

Le 15 avril dernier, le préfet Durand a donc réuni les professionnels de la filière construction, les compagnies consulaires et les grands maîtres d'ouvrage publics "afin de permettre une reprise coordonnée de l'activité du BTP, tant sur le calendrier que sur le respect des bonnes pratiques".

- Il l'a fait pour la Seine-Maritime ("il faut agir au plus près du terrain"), ses homologues ont fait pareil dans les autres départements, la démarche est positive. Les DDTM sont mobilisées pour résoudre les problèmes éventuels, une adresse : covid-19.reprisebtp@seine-maritime.gouv.fr.

- Lorsqu'il parle des maîtres d'ouvrage, le préfet parle évidemment de la Région, des Départements, des principaux EPCI, des grands établissements publics et des entreprises liées à l'État comme SNCF Réseau, ENEDIS ou GRDF. Il a raison, leur poids est considérable. Mais il parle aussi des bailleurs sociaux, regroupés au sein de l'UHSN (Union pour l'Habitat Social de Normandie) dont les travaux d'agrandissement et de modernisation des parcs constituent un puissant moteur de relance.

• Les bailleurs sociaux investissent.

Présidée par Valérie Mespoulhès, l'USHN indique que le logement social représente 12% de l'activité totale du bâtiment en Normandie et 19% de l'activité logement. Quel est le montant des travaux programmés par les 52 organismes ? "Nous pouvons compter sur un investissement de 2,3 Md€ entre 2020 et 2022". Le parc s'élève à 310 000 logements locatifs sociaux.

- C'est considérable et vital pour toute la filière construction, du bureau d'étude à la maintenance, "sachant que la très grande majorité des marchés est attribuée à des entreprises normandes..."

À savoir. Ces 2,3 Md€ se ventilent de la façon suivante : 56 % pour l'entretien/rénovation ; 43 % pour le neuf ; entre 1 et 3 % pour la démolition.

• Prenons trois exemples.

Entre Rouen et Le Havre.

- Sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie, Quevilly-Habitat (10 200 logements - dir. gén. Laurent Bonnaterre) va investir 100 M€ d'ici à 2020 : 52 M€ en construction neuve (451 logements prévus), 21 M€ en réhabilitation, 21 M€ en entretien courant/gros entretien, 15 M€ pour les ascenseurs.

- Sur le territoire du Havre Seine Métropole, Alcéane (15 700 logements - dir. gén. Jean-Pierre Niot) affiche un programme de 118 M€, dont 49 M€ en neuf/démolition, 51 M€ en réhabilitation, 18 M€ en interventions diverses.

- Enfin Habitat 76 (30 000 logements en Seine-Maritime. - dir. gén. Éric Gimer) est le numéro un des investissements : 342 M€ d'ici à 2022 dont 131 M€ dans la construction neuve, 165 M€ dans la réhabilitation et 46 M€ pour l'entretien et la maintenance.

Le CD.76 avec les communes.

Présidé par Bertrand Bellanger, le Département de la Seine-Maritime vient d'assouplir les règles d'attribution de ses aides aux communes et EPCI afin de ne pas bloquer les projets des bénéficiaires.

Chaque année, 15 M€ d'aides sont ainsi versés. Satisfaction des élus concernés.

Masques 9.

Le M.9 (le CD.50 et les 8 EPCI de la Manche) a signé un accord pour cofinancer l'achat d'un masque pour chaque habitant du département.

- 60% à la charge du CD.50, 40% à celle des EPCI.

A noter : toutes les collectivités veulent désormais donner des masques.

Hervé Morin : sauver PN ?

"Je mettrai toute mon énergie pour sauver ce journal, a confié le président à Ouest-France, je le ferai au nom de l'information des Normands et de la démocratie".

- L'intention est bonne. Mais que peut-il faire ? Pas grand-chose. La Région ne peut pas subventionner le journal, tout juste peut-elle aider un éventuel repreneur avec une avance remboursable. Bien sûr, Hervé Morin peut aussi alerter le gouvernement et utiliser son carnet d'adresses pour jouer les facilitateurs ; mais ça risque de ressembler à mission impossible : la PQR est fragile et les investisseurs sont rares.

- Le titre et ses journalistes peuvent éventuellement intéresser un groupe de presse comme Rossel qui possède la Voix du Nord et le Courrier Picard, mais pas l'outil de production. Suppression d'emplois en vue. Sans compter qu'il n'y aura pas de reprise possible sans effacement préalable de la dette de 7 M€ : ça, c'est une autre affaire !

Rappel : Paris Normandie a été placée en liquidation judiciaire, il est en cessation de paiement. Jean-Louis Louvel, son propriétaire a 3 mois pour trouver une solution.

Report du Forum pour la paix.

Ce n'est pas une surprise, la troisième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix qui devait se tenir du 3 au 5 juin 2020 à Caen est reportée aux 1^{er} et 2 octobre 2020.

Mon commentaire : on retrouve des programmes ambitieux chez la plupart des bailleurs sociaux de Normandie comme chez Caen-la-Mer Habitat (80 M€) qui est un acteur fort du programme local de l'habitat de la communauté urbaine.

• Les raisons du dynamisme.

Directeur général d'Immobilier Basse-Seine (15 000 logements), Cédric Lefebvre met en avant 3 explications à cette politique d'investissement.

- La mise en œuvre du plan de relance du bâtiment, initié en 2017 par l'État et Action Logement, "les bailleurs sociaux ont été encouragés à améliorer les qualités thermiques et environnementales de leur patrimoine".
- La signature des conventions ANRU en 2019 : "dans ce cadre, IBS peut investir 70 M€ d'ici 2024"
- L'engagement des fonds FEDER à la rénovation énergétique des logements sociaux : "leur effet de levier est important".

• Et après ?

Eric Gimer s'inquiète déjà des retards de nombreux chantiers : "Habitat 76 avait prévu d'investir 105 M€ cette année, il est probable que nos engagements seront de 67 M€. Les raisons sont multiples : arrêt de fait et reprise partielle des chantiers en cours, délais d'autorisations d'urbanisme et recours, report du démarrage de nouveaux chantiers..."

D'où la nécessité d'une reprise coordonnée.

- "Mais attention, prévient Cédric Lefebvre, ces budgets seront tenables si l'environnement financier des bailleurs sociaux n'est pas de nouveau percuté par un changement de son cadre financier d'intervention. Cela sera aussi un enjeu de la relance : nous permettre de jouer notre rôle d'acteur contracyclique et donc stabiliser notre cadre financier."
- Valérie Mespoulhès rappelle aussi que beaucoup de bailleurs ont souffert d'une absence des entreprises ces derniers mois : "c'est le cas de Caen-la-Mer Habitat, il est urgent de se retrouver autour de la table".

Mon commentaire : oui, les bailleurs sociaux sont vitaux pour le BTP.

Rapport de la CRC Normandie

Le pouvoir financier est très concentré dans la région.

La Chambre régionale des comptes de Normandie vient de publier son rapport d'activité 2019. En nombre réduit, les magistrats ont beaucoup travaillé,

Et pendant ce temps-là...

• Le préfet Durand du vendredi.

Comme tous les vendredis, le préfet Durand a fait le point, le 24 avril, avec les parlementaires de la région. Note d'ambiance.

- Santé publique : la décrue est très lente, les décès restent nombreux (une dizaine par jour) : "l'épidémie va durer longtemps !"
- Économie : il y a un frémissement de reprise, davantage d'entreprises redémarrent. Mais comment garantir la sécurité des salariés ? Les 33 fiches métiers, déjà publiées, sont des guides utiles.
- L'effet 11 mai. La perspective du déconfinement crée de la fébrilité et de l'impatience chez les Normands : "il y a des signes de relâchement". Les maires sont aussi sous pression, beaucoup ne savent pas comment faire pour organiser la prochaine réouverture des écoles et des voix s'élèvent pour dénoncer l'incurie de l'État : "y'a qu'à, faut qu'on !" Les préfets restent au contact, Pierre-André Durand est allé le dire à Denis Merville, le président de l'association des maires 76 : "le duo préfet/maire est essentiel".

Mon commentaire : les vieux réflexes politiques ne sont jamais très loin. C'est ce qui explique, peut-être, la course à l'échalotte des masques ; de la Région aux communes, tous les élus veulent désormais donner des masques à leurs habitants : la santé est-elle l'unique objet de cet empressement ?

Changement de génération.

C'est l'une des conséquences du premier tour des élections municipales, plusieurs personnalités "marquantes" se retirent de la vie politique régionale.

- C'est le cas de Daniel Fidelin (LR), sévèrement battu à Montivilliers (76).
- C'est aussi le cas d'Alfred Trassy-Paillogues (LR) qui, après 37 ans d'engagement public, ne s'est pas représenté à Yerville.

Ils s'ajoutent à Philippe Duron (Caen) et à Laurent Beauvais (Argentan) qui sont aussi sortis du jeu politique.

Philippe Livet.

Qui était DDTM-adjoint de la Haute-Corse est le nouveau directeur de l'École Nationale Supérieure Maritime du Havre.

Christel Roussel.

Succède à Philippe Leroy à la tête de Logéal-Immobilière, une entreprise qu'elle connaît bien.

- Domiciliée à Yvetôt (76), Logéal est une SA d'HLM qui gère un parc de 11 000 logements en Haute-Normandie.

Philippe Leroy reste DG. de Seine Manche Expansion.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

les contrôles ont été nombreux. "Mais les irrégularités demeurent en nombre limité, se félicite le président Michaut, et ne mettent pas en cause la probité des agents chargés de manier les deniers publics..."

- Le rapport indique aussi que 80% des recommandations de la Chambre sont rapidement pris en compte par les élus en responsabilité. C'est rassurant. La Chambre joue ici son rôle de "tiers de confiance".

Rappel : le ressort de la CRC Normandie s'exerce directement sur 850 collectivités publiques représentant un budget de 16,4 Md€.

• **Quels sont les enseignements de ce rapport ?**

À propos du pouvoir financier :

- Il reste très concentré en Normandie. 11 entités ont des recettes de fonctionnement supérieures à 300 M€. De la plus grande à la plus petite, en voici la liste : la Région, le Département 76, le CHU de Rouen, le Département 14, le Département 27, la Métropole de Rouen, le CHU de Caen, le Département 50, le Centre hospitalier du Havre, la communauté urbaine de Caen-la-Mer, le Département 61.

- Les 11 représentent plus de 50% des 16,4 Md€ déjà mentionnés ; leur rôle sera décisif pour la reprise.

À propos de la Région

- La fusion n'a pas généré les économies attendues. Mais la Région est solide et bien gérée : son encours de dettes a diminué, ses investissements ont augmenté.

À propos des Départements

- En dépit d'une bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'une reprise raisonnable des investissements (+ 3,7%), leur situation reste fragile en raison de leur forte dépendance à l'évolution des dépenses sociales.

À propos des autres collectivités.

- Les communes nouvelles (très nombreuses en Normandie) ont des progrès à faire dans la connaissance de leur patrimoine.
- Les petites intercommunalités rurales doivent mieux structurer leur organisation interne en mutualisant davantage leurs services.- La Métropole de Rouen, elle, doit préciser ses interventions en matière de voirie et réexaminer le pilotage du conseil métropolitain.

À noter : le poids des 70 établissements publics de santé est très important.

Et pendant ce temps-là...

• **L'usine "Doliprane" de Sanofi.**

À Lisieux (14), l'usine Sanofi a augmenté de 50% sa production de Doliprane. "Nous sommes passés de 1 million à 1,5 million de boîtes par jour".

• **LINportant veut valoriser le lin bio en Normandie.**

Porté par Paul Boyer, le projet LINportant (construction d'une unité de fabrication industrielle de tee-shirts en lin bio en Normandie) vient d'être lancé. Après deux ans d'étude, la faisabilité du projet est désormais démontrée et l'association support a été transformée en Société coopérative d'intérêt collectif, associant plus de 60 coopérateurs.

Domiciliée à Evrecy (14), la petite usine (12 emplois) fabriquera 100 000 tee-shirts par an, l'investissement est de 1 M€. Mais ce n'est qu'un début.

• **Lepicard Agriculture avance.**

Important négociant agricole en Normandie (semences, engrais, aliments pour le bétail, etc.), Lepicard Agriculture (Yerville - 76) maintient la mise en place de son plan de développement 2020-2025 et va investir 2 M€ dans la digitalisation de son système d'information et de relations clients. L'entreprise existe depuis 146 ans, elle emploie 160 collaborateurs, au service de 2 500 agriculteurs.